



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 37 – 24 novembre 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- Le Chancelier de l'Échiquier, Jeremy Hunt, a présenté son budget pour l'année 2024-25

### Climat & Energie

- Le gouvernement dévoile son plan pour accélérer le développement du réseau de transmission d'électricité
- La NSTA met en demeure plusieurs producteurs de pétrole de sécuriser leurs puits inutilisés

### Environnement

- Le *Climate Change Committee* alerte sur le manque de préparation de l'Écosse face au changement climatique
- Le DEFRA envisage de nouveau d'obliger les entreprises à publier des données sur le gaspillage alimentaire

### Industrie

- Nissan annonce investir 2Md£ dans la transformation de son usine de Sunderland
- Les délais de raccordement au réseau électrique freinent la décarbonation des entreprises industrielles
- Les députés estiment que la production automobile britannique « entrera en déclin » en l'absence d'investissements supplémentaires dans la production de batteries dans les trois prochaines années

### Transports

- La *Civil Aviation Authority* lance un *hydrogen challenge* dans l'objectif de mieux comprendre le potentiel de l'hydrogène comme carburant d'aviation
- Le *Department for Transport* attribue 52M£ de subventions à neuf producteurs de carburants d'aviation durables

## Fait marquant

### Le Chancelier de l'Echiquier, Jeremy Hunt, a présenté son budget pour l'année 2024-25

Le Chancelier de l'Echiquier, Jeremy Hunt, a présenté ce mercredi 22 novembre son budget pour l'année 2024-25, aussi appelé *Autumn Statement*. Ce budget a été favorablement accueilli par les entreprises industrielles, en particulier dans le secteur automobile, en raison des dispositifs favorables à l'investissement qu'il introduit.

Le secteur industriel doit être l'un des principaux bénéficiaires de la pérennisation du système du *full expensing*, permettant aux entreprises de déduire de leur bénéfice imposable le coût de leurs investissements en capital dès la première année. Les investissements industriels devraient également être facilités par la réduction des délais d'étude des demandes de permis de construire (au-delà d'une certaine durée, les autorités locales auront désormais à rembourser les frais perçus au titre de l'instruction de la demande de permis de construire). D'une façon générale, le gouvernement entend prendre des mesures permettant d'accélérer le développement de nouvelles infrastructures.

Jeremy Hunt a également annoncé 4,5 Md£ de nouveaux soutiens publics aux investissements dans l'*Advanced manufacturing* (industries de pointe) entre 2025 et 2030, ciblés sur les industries automobile (2Md£ de subventions), aérospatiale (975M£), pharmaceutique (520M£) et des énergies propres (960M£ répartis entre hydrogène, nucléaire, éolien en mer, réseaux électriques et carbon capture). Le soutien aux énergies propres doit prendre la forme d'un « accélérateur de croissance ». 50M£ seront par ailleurs consacrés à des programmes pilotes destinés à stimuler l'apprentissage dans « les secteurs de croissance » et Make Smarter, programme d'aide à la digitalisation des entreprises déployé pour l'instant exclusivement dans certaines régions, sera étendu à l'ensemble du pays.

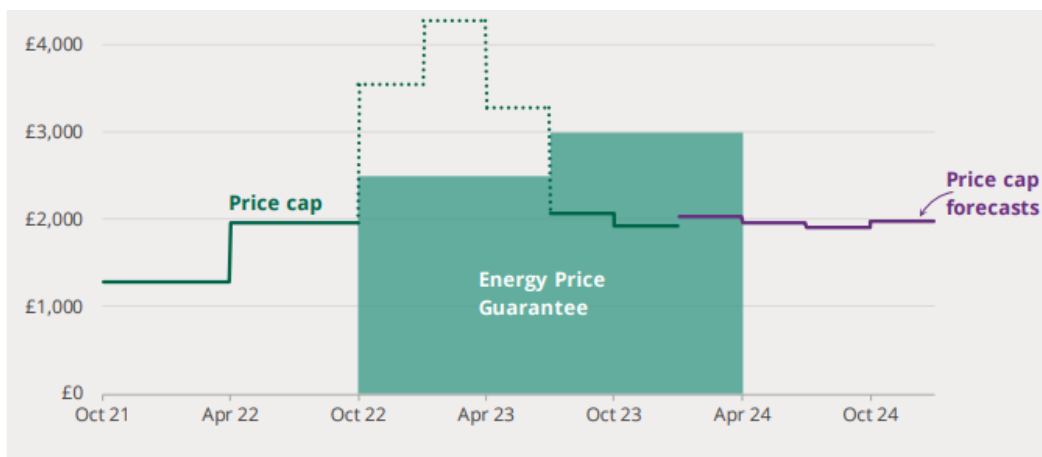
Concernant l'énergie et la transition écologique, le ministre n'a pas annoncé de mesures nouvelles d'envergure, à l'exception d'un plan pour accélérer le développement du réseau électrique (cf *infra*). Si la taxe exceptionnelle sur les bénéfices des producteurs d'hydrocarbures reste en vigueur, les nouveaux projets d'énergie renouvelables lancés à compter du 22 novembre 2023 seront exemptés de la taxe sur les surprofits des énergéticiens. Plusieurs dispositifs d'aide à la transition écologique sont reconduits et le taux réduit de TVA sur les travaux de rénovation énergétique est étendu aux pompes à chaleur et aux bâtiments utilisés pour des œuvres caritatives. Enfin, le Chancelier a annoncé deux mesures liées à la fiscalité environnementale : d'une part, le montant de la taxe sur les emballages plastiques passera à 217,85 £ / tonne à compter du 1er avril 2024 en ligne avec l'inflation, d'autre part, un fond de 78 M£ sera mis en place pour réduire les coûts de la taxe de mise en décharge (landfill tax) lorsque le coût de celle-ci est prohibitif pour la remise en l'état de sols pollués.

## Le chiffre de la semaine

4,5Md£

Selon les annonces de Jeremy Hunt à l'occasion de l'*Autumn Statement*, il s'agit du montant total des subventions qui seront accordées entre 2025 et 2030 aux industries de pointe (*advanced manufacturing*). Ces fonds seront ciblés sur les industries automobile (2Md£ de subventions), aérospatiale (975M£), pharmaceutique (520M£) et des énergies propres (960M£ répartis entre hydrogène, nucléaire, éolien en mer, réseaux électriques et *carbon capture*).

## Le graphique de la semaine



Sources: Ofgem, [Energy price cap \(default tariff\): 1 October to 31 December 2023 \(Model - Default tariff cap level v1.19\)](#); Cornwall Insight, [Predictions and Insights into the Default Tariff Cap \(25 August 2023\)](#)

L'Ofgem, le régulateur de l'énergie, a annoncé que le *price cap* augmentera de 1 834 £ à 1 928 £ par an pour un ménage de référence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce montant sera toujours inférieur au seuil de 3 000 £ qui active le dispositif de plafonnement des factures mis en place de l'Etat (Energy Price Guarantee).

## Climat & Energie

**Flash** – Selon les informations rapportées par le [Times](#), le gouvernement écossais devrait repousser l'objectif d'interdire la vente de chaudières à gaz, fioul ou charbon neuves en 2025 pour les logements non raccordés au réseau de gaz et 2030 pour les ménages raccordés au réseau de gaz.

**Flash** – 15 pays, dont le Royaume-Uni et la France, membres de la *Powering Past Coal Alliance* ont adressé une lettre à la Présidence émiratée de la COP 28 pour demander l’inscription dans la décision finale de l’interdiction de toutes nouvelles centrales électriques à charbon non équipées de mécanisme d’abattement ainsi qu’une sortie progressive du charbon.

## Le gouvernement dévoile son plan pour accélérer le développement du réseau de transmission d’électricité

Le gouvernement a publié sa [réponse au rapport de Nick Winser](#), Commissaire aux réseaux électriques depuis 2022, établi dans l’objectif de réduire de 14 à 7 ans le temps de construction de nouvelles lignes de transmission sur le réseau électrique. Comme indiqué par Jeremy Hunt dans son *Autumn Statement*, il s’engage à mettre en œuvre les 43 recommandations formulées, dont celle de publier un schéma de développement du réseau électrique priorisant les zones à raccorder. Le ministère chargé de l’énergie a publié dans le même temps un plan ([Connections Action Plan](#)) préparé à l’Ofgem pour réduire les délais de raccordement au réseau électrique de 5 ans à 6 mois notamment grâce à la radiation des projets « zombies » de la liste d’attente des raccordements.

## La NSTA met en demeure plusieurs producteurs de pétrole de sécuriser leurs puits inutilisés

La [North Sea Transition Authority](#) (NSTA) a mis en demeure les producteurs de pétrole et de gaz de boucher au plus vite les quelques 740 puits de forage inutilisés et improprement sécurisés, un nombre trois fois supérieurs au seuil limite établi par la NSTA. En effet, les puits non sécurisés continuent d’émettre des gaz à effet de serre et des polluants toxiques pour l’environnement marin. Les entreprises ciblées, parmi lesquelles on retrouve TotalEnergies, BP, Repsol, Sinopec, Shell, Dana, Equinor et Ithaca, sont réticentes face aux coûts de sécurisation, estimés à 8 M£ par puits. Au total, les coûts de sécurisation s’élèvent déjà 2 Md£ par an et devraient atteindre au moins 40 Md £ au cours des 4 prochaines décennies. En cas d’inaction des entreprises, les contribuables britanniques pourraient être contraints de payer le coût du démantèlement de ces infrastructures.

# Environnement

## Le Climate Change Committee alerte sur le manque de préparation de l’Ecosse face au changement climatique

Dans son [rapport de progrès sur l’adaptation en Ecosse](#), le Climate Change Committee juge les efforts du gouvernement écossais encore insuffisants pour préparer le pays au changement climatique et accroître sa résilience. Parmi les 33 objectifs évalués, 1 seul est estimé comme « en progrès satisfaisant » pour 4 en « progrès clairement insuffisant » et 16 en « progrès mitigé », tandis que 12 objectifs n’ont pu être évalués faute de données suffisantes. Si le CCC salue l’inclusion des objectifs de résilience climatique et de solutions fondées sur la nature dans le 4<sup>ème</sup>



National Planning Framework, il note un manque d'ambition dans la gestion de l'eau, notamment en ce qui concerne la prévention des inondations et la réduction des fuites. Les constats établis par ce rapport doivent servir de fondement à la prochaine stratégie nationale d'adaptation du gouvernement écossais (SNAP 3) qui doit être publiée en 2024.

## Le DEFRA envisage de nouveau d'obliger les entreprises à publier des données sur le gaspillage alimentaire

Le [ministère chargé de l'environnement](#) envisage désormais d'obliger les grandes entreprises à rapporter leurs données sur le gaspillage alimentaire, quelques mois seulement après avoir écarté cette possibilité en faveur de mesures volontaires par crainte d'imposer de nouvelles charges aux entreprises dans un contexte d'inflation des prix alimentaires. Ce revirement intervient après des menaces de plusieurs ONG de former un recours. Alors que le gouvernement s'est engagé à réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2030 par rapport à 2015, cette annonce coïncide avec de nouvelles données sur le gaspillage alimentaire, indiquant une augmentation des niveaux de gaspillage alimentaire domestique entre 2018 et 2021, malgré une diminution globale depuis 2007.

## Industrie

### Nissan annonce investir 2Md£ dans la transformation de son usine de Sunderland

Nissan a [annoncé](#) vendredi que son usine de Sunderland, plus grande usine automobile du R-U, produirait les successeurs électriques des Nissan Juke et Qashqai thermiques. 1,1Md£ sera investi dans la modernisation des lignes de production, et 1Md£ supplémentaire doit permettre la construction d'une troisième usine de batteries à proximité du site. Pour rappel, AESC, coentreprise entre Nissan et l'entreprise chinoise Envision, dispose déjà d'une usine de batteries à Sunderland (fournissant les batteries de la Nissan Leaf) et est en train d'y construire un deuxième site (investissement d'1Md£). L'investissement annoncé par Nissan ne devrait pas se traduire par une augmentation de la production de l'usine de Sunderland, puisque les Juke et Qashqai thermiques y sont déjà produits.

### Les délais de raccordement au réseau électrique freinent la décarbonation des entreprises industrielles

Les résultats préliminaires d'une enquête menée par le Centre de recherche et d'innovation sur la décarbonation industrielle (IDRIC) auprès d'entreprises très émettrices de CO2 montrent que leurs efforts de décarbonation sont contrariés par des retards importants dans l'obtention de nouveaux raccordements au réseau électrique. Une part significative des entreprises aurait déclaré « avoir reçu des offres de dates de raccordement au-delà des années 2030 », obérant leur capacité à électrifier leur production, à produire de l'hydrogène ou à capter du CO2.

## Les députés estiment que la production automobile britannique « entrera en déclin » en l'absence d'investissements supplémentaires dans la production de batteries dans les trois prochaines années

Selon un [rapport](#) de la Commission des Entreprises et du Commerce de la Chambre des Communes, l'industrie automobile britannique aura besoin d'une capacité de production de batteries de 100GWh en 2030 et de 200GWh en 2040. Les projets en cours de Gicafactories (AESC et Jaguar Land Rover) ne permettraient d'attendre que la moitié de la capacité nécessaire en 2030. Les parlementaires estiment que le Royaume-Uni dispose « d'une fenêtre de trois ans » pour attirer les investissements supplémentaires nécessaires, après quoi la production de véhicules électriques serait progressivement délocalisée vers d'autres pays. Ils recommandent au gouvernement de mettre en place des subventions et un soutien à la R&D et de faciliter l'accès au foncier et à une énergie propre à prix compétitifs.

## Transports

**Flash** – L'*Advertising Standards Authority*, autorité régulatrice de la publicité, a [enjoint](#) à Toyota de retirer une campagne publicitaire montrant un convoi de véhicules tout-terrain en train de traverser une rivière. Il s'agit de la première décision de cette nature rendue par l'ASA, qui a estimé que la campagne « présentait l'utilisation de véhicules d'une manière qui ne tient pas compte de leur impact sur la nature et l'environnement ».

## La *Civil Aviation Authority* lance un *hydrogen challenge* dans l'objectif de mieux comprendre le potentiel de l'hydrogène comme carburant d'aviation

L'[autorité britannique de l'aviation civile](#), en lien avec les universités et les entreprises, lance un *hydrogen challenge* qui se donne pour objectif de comprendre le potentiel et les risques de l'hydrogène liquide comme carburant d'aviation. Le *challenge* utilisera une approche de type "bac à sable réglementaire" pour s'assurer que la réglementation facilite l'innovation et, dans un second temps, l'adoption de l'hydrogène comme carburant. Il devrait déboucher sur des recommandations de politiques publiques en la matière.

## Le *Department for Transport* attribue 52M£ de subventions à neuf producteurs de carburants d'aviation durables

Le DfT a [dévoilé](#) le 17 novembre la liste des entreprises qui bénéficieront de subventions au titre du deuxième tour de l'Advanced Fuels Fund competition, qui soutient la production de carburants d'aviation durables au R-U. Les subventions les plus importantes seront accordées à l'entreprise britannique Arcadia e-Fuels (projet de SAF power-to-liquid d'une capacité de 70 000t/an à horizon 2028, qui bénéficiera de 12,3M£) et à l'entreprise saoudienne Alfanar (projet de bio-SAF d'une capacité de 140 000 t/an à horizon 2028, qui bénéficiera de 8,6M£). Abundia (projet d'usine pilote de bio-SAF s'appuyant sur la pyrolyse et le traitement de l'eau), Willis Sustainable Fuels (projet d'usine de SAF power-to-liquid) et OXCCU Tech (projet d'usine pilote de SAF power-to-liquid) font également partie des entreprises bénéficiaires. Pour rappel, il s'agit du second appel à projets lancé

dans le secteur des SAF par le gouvernement britannique dans le cadre de l'*Advanced Fuels Fund*, qui gère une enveloppe de 135M£ dédiée aux carburants d'aviation durable.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)